Déclaration UNSA Education

CTSD – 12/02/2020

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,
Mesdames, messieurs les membres du CTSD,

Le CTSD de repli de ce jour, dédié à l'étude des prévisions de rentrée pour le second degré, se tient dans un contexte de tensions maximales qui règnent au sein des EPLE de Dordogne comme sur tout le reste du territoire national, et de tensions sociales sans égal.
Nous n'aborderons que très rapidement le sujet de la réforme des retraites car nous n'aurons pas de réponse dans cette instance mais nous ne pouvons pas ne pas l'évoquer. Nous le rappelons, l'UNSA n'est pas demandeuse de cette réforme et nous n'aurons rien à applaudir à la fin. Une chose est sure, nous nous battons depuis le début pour qu'il n'y ait aucun perdant car nous le savons, les conséquences de cette réforme pour les personnels de l'Education Nationale pourraient être dramatiques en l'état et c'est la raison pour laquelle nous œuvrons chaque jour pour obtenir une revalorisation conséquente et sans contrepartie.

Opposition à la réforme des retraites, grandes difficultés dans la mise en place des E3C, manque de postes récurrent dans les écoles de notre département, dans les collèges et les lycées de notre académie, mise en œuvre de la réforme du bac GT précipitée, stress et frustrations pour les élèves, les familles et les équipes, inclusions rendues délicates par manque de soins et de moyens…Voilà les maux dont souffrent nos collègues. La fracture grandissante dans notre pays fait courir des risques dangereux à notre démocratie, notamment en niant la place des corps intermédiaires et en arborant une posture pleine de certitudes et d'arrogance de la part de notre gouvernement. L'UNSA Education dénonce une fois de plus la précipitation et l'impréparation du Ministère dans la mise en œuvre des réformes qui impactent directement les conditions de travail de nos collègues mais aussi le bien-être de nos élèves. Une réelle reconnaissance de l'investissement des personnels est plus qu'indispensable. Les changements de cap permanents dégradent notre système éducatif, nous ne cessons de le rappeler le temps de l'Ecole doit être un temps long.

Notre département n'échappe pas à la dégradation des conditions de travail des personnels et des élèves annoncée pour la prochaine rentrée. La Dordogne qui prévoit une perte d'effectifs de 247 élèves se voit retirer l'équivalent de 18 ETP dans le second degré mais les chiffres proposés

dans les documents préparatoires au CTSD entrainent bien plus que la suppression de 18 ETP.
Les moyens de fonctionnement sont lourdement amputés alors qu'élèves, parents, et personnels d'éducation, étaient déjà inquiets par la mise en œuvre de la réforme du bac, dans un calendrier plus que contraint et une impréparation constatée. La forte baisse de dotation de 808 heures pour les lycées ne leur permettra pas de mettre en place les dispositifs nécessaires à la réforme du lycée : comment financer les options ou maintenir l'accompagnement personnalisé ?
Nous rappelons que notre syndicat enseignant, le SE-Unsa, revendique dans ses mandats une limite de 24 élèves par classe en collège comme en lycée. Il revendique également la mise à disposition de marges et de moyens complémentaires aux horaires règlementaires pour mettre en place des dispositifs variés et favoriser l'autonomie. La mise en œuvre actuelle en est loin. Cette baisse des moyens est en décalage voire en contradiction avec la politique éducative annoncée et les nombreuses sollicitations de l'institution vers nos collègues pour mener à bien des projets ou remplir des missions.

Dans un tel contexte tout le monde est perdant, les SEGPA n'y échappent pas, le nombre de divisions est en baisse, de moins en moins d'ateliers sont proposés. Dans un département rural comme le nôtre ce n'est pas sans poser problème. Comment accompagner au mieux ces jeunes déjà en grande difficulté ? Est-ce bien là l'Ecole inclusive que l'on est en train de construire ?

La répartition que vous proposez entre les établissements va également entrainer de nombreuses suppressions de postes, une augmentation des compléments de service donné et une diminution des compléments de service reçu. Nous vous alertons sur les conséquences en termes de ressources humaines.

En conclusion, l'Ecole est le ciment de notre République, de notre démocratie, plus que jamais l'Etat doit investir dans l'avenir de notre jeunesse et répondre aux besoins du système éducatif au lieu de participer à la paupérisation de l'Education nationale.
La rentrée ne peut se faire sans les personnels et leur implication. Plus que jamais nos collègues ont besoin de la reconnaissance de leur métier et de leurs engagements au service de l'Education. Nous, syndicat, restons attachés à mener tous les combats pour le bien-être de nos collègues mais aussi de nos élèves.

<u>La délégation UNSA Education</u> : Yamina AZZOUG, Natacha ETOURNEAU, Hélène MALETERRE, Anne MARCHAND, Sabine TURSCHWEL.